



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Installations classées
Service Environnement

Direction départementale de la protection des populations

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-SE-2026-04-05**

du 02 AVR. 2026

**à l'encontre de la SOCIÉTÉ DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN TRANSITION
ORGANIQUE (SOREXTO)
sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel (38510)**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-SE-2022-06-09 du 10 juin 2022 réglementant les activités exercées par la société SOREXTO au sein de son établissement situé zone artisanale Le Nizeray – rue du Bois Bourlat sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel (38510) ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de l'Isère, du 4 décembre 2023 réalisé à la suite de l'inspection effectuée le 7 novembre 2023 du site de la société SOREXTO situé sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Considérant le rapport de visite de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère du 9 mars 2026 réalisé à la suite de l'inspection effectuée le 5 février 2026 du site de la société SOREXTO situé sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel ;

Considérant le courriel du 9 mars 2026, avec accusé réception du 19 mars 2026, de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère, adressé à la société SOREXTO, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel ;

Considérant la réponse de l'exploitant le 19 mars 2026 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant l'avis du service départemental d'incendie et de secours de l'Isère du 2 août 2018 précisant que la défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire de 200 m³/h et non 90 m³/h pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie, l'étude de dangers fournie par l'exploitant n'ayant pas pris en compte l'absence de recoupement coupe feu du bâtiment « production » ;

Considérant que la société SOREXTO située sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel est soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-SE-2022-06-09 du 10 juin 2022 ;

Considérant que lors de l'inspection du 5 février 2026, l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère a constaté :

- l'absence de mur coupe-feu entièrement construit entre le local sacherie et l'atelier de conditionnement du bâtiment « production »,
- l'absence d'accès à la canne d'aspiration du puits du site équipée d'un raccord DN100,
- l'absence de matérialisation par des panneaux de signalisation (ou équivalent) de la canne d'aspiration pour les services d'incendie et de secours,
- et par conséquent, l'absence d'approvisionnement en eau d'extinction disponible et accessible aux services de secours sur le site ;

Considérant que ces manquements avaient déjà été constatés lors de l'inspection du 7 novembre 2023 ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.4.1 et 1.1.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2022 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOREXTO de respecter les dispositions des articles 3.4.1 et 1.1.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère,

Arrête

Article 1 : La SOCIÉTÉ DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN TRANSITION ORGANIQUE (SOREXTO) (SIREN n°377 886 809), dont le siège social est situé zone artisanale Le Nizeray – rue du Bois Bourlat sur la commune de Saint-Victor-de-Morestel (38510), exploitant un site de production et de conditionnement de support de culture situé à la même adresse que son siège social est mise en demeure, à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes dans un délai de 6 mois :

- de finaliser le mur coup-feu du bâtiment « production » entre le local sacherie et l'atelier de conditionnement et de justifier d'une défense incendie capable de fournir un débit horaire de 90 m³/h pendant 2 heures conformément à l'article 3.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-SE-2022-06-09 du 10 juin 2022,
- de dégager de façon permanente, l'accès à la canne d'aspiration du puits du site,
- de matérialiser par des panneaux de signalisation l'emplacement de cette canne pour les services de secours et d'incendie.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin et le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOREXTO et dont copie sera adressée au maire de Saint-Victor-de-Morestel.

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA

- 2 AVR. 2026